

EDITORIAL



Par
Nicolas Le Quintrec
Secrétaire fédéral
Emploi, Formation professionnelle,
Protection sociale, Santé, Habitat

Pour un dessein de gauche

Les Socialistes participent aux différents mouvements de dénonciation et de résistances face à la politique libérale du gouvernement. Il ne pourrait en être autrement. Mais, l'important n'est pas là. Les Français attendent de nous une pensée, une perspective d'avenir. Engoncé dans un modèle passéiste ou timoré par la double débâcle de 2002 et 2005, on se laisse enfermer dans une position défensive. Certes la bonne gestion politique des crises et autres dossiers stratégiques est de bonne presse. Mais, ça ne suffit pas au dessein d'une société en quête de sens et d'un faire société en cohérence avec les enjeux de ce siècle.

L'Europe en paye le prix et ce n'est pas l'isolement de la France sur la question de la directive Bolkestein qui arrangera les choses.

La planète en souffre chaque jour davantage et ce n'est pas en laissant les altermondialistes occuper le champ du développement durable qu'une perspective politique en sortira.

Au gré des manifestations, la politique sociale se rythme à coup de reculades ou de demi-mesures. Si le CPE de droite est néfaste, il n'en reste pas moins que la société des mobilités est une réalité du présent et du futur. L'essentiel, pour reprendre une idée de Bernard Gazier⁽¹⁾, est d'organiser ces mobilités, d'inventer des protections fondées sur les parcours sociaux et professionnels et non pas sur l'emploi. Plus généralement, c'est imaginer une organisation sociale plus horizontale, où les temps de la vie ne se déterminent plus sur un cheminement académique.

Dans le cadre du projet 2007-08, nous aurons l'occasion de revenir sur cette question, de réfléchir sur la manière de développer une politique locale de l'emploi et de la formation professionnelle. L'engagement des socialistes dans la lutte contre le chômage, la précarité et l'exclusion doit être total, à la condition de concevoir au plan local une gouvernance stratégique en la matière et en explorant tous les champs comme celui de l'économie sociale et du développement durable.

Refuser de porter un dessein original, c'est céder la place au discours populiste des Sarkozy et autres extrêmes de tout bord. C'est être aliéné au jeu de la surenchère gauchiste qui, nous le savons bien, conduit le pays dans une impasse.

(1) Professeur agrégé de sciences économiques et expert auprès du BIT.

OGM

Pour une loi cohérente

Les sénateurs ont entamé le 21 mars l'examen du projet de loi sur les OGM. Annoncé dans un premier temps en procédure d'urgence, afin de prévenir la France de sanctions financières pour transposition tardive des Directives européennes sur les OGM, le texte sera finalement débattu "à l'arraché" mais sans grande concertation préalable. L'opposition à ce texte se fait pourtant entendre : une manifestation régionale - soutenue par la Fédération du Parti socialiste du Morbihan (voir communiqué page 2) - aura lieu à Vannes samedi 8 avril (voir ci-dessous). La Région Bretagne a quant à elle déjà pris des mesures pour préserver les filières sans OGM (voir page 2).

La loi contraint dorénavant à déclarer les surfaces d'OGM au ministère de l'Agriculture. Un registre national des communes accueillant des cultures transgéniques sera rendu public. C'est donc la fin de la culture secrète de quelques 500 parcelles OGM en France (dont plus d'un millier d'hectares de maïs), réclamée depuis plus de trois ans par les socialistes.

Pas de mention du principe du précaution

Le reste du projet de loi relève de l'inacceptable. Est ignoré par exemple le principe de précaution mentionné dans la Directive européenne, et introduit dans la charte de l'environnement française adoptée en 2005.

Les autorisations de mise sur le marché sont limitées à 10 ans, et l'étiquetage des produits composés d'OGM devient obligatoire, au-delà des 0,9 % réglementaires. Ce seuil arbitraire, résultat d'un consensus politique européen et non d'études scientifiques indépendantes, consacre de fait la coexistence des filières OGM et non OGM. Il anticipe la contamination, alors que le règlement européen prévoit la possibilité de fixer des seuils inférieurs, en particulier dans le cas des OGM utilisés à des fins alimentaires.



Comment faire cohabiter les filières ?

En cas de contamination, le projet de loi prévoit un fonds d'indemnisation, abondé par les exploitants d'OGM et plafonné à 100 euros l'hectare. Les parlementaires UMP évoquent une taxe de 10 euros par hectare et par an. Les firmes détentrices des brevets sur les semences ne sont par ailleurs pas sollicitées, et la perte d'un label ne sera pas prise en charge (quid des cultures bio ?).

Un Conseil des biotechnologies est créé, composé d'experts ainsi que de membres des

filières agricole et OGM et d'associations écologistes. Son rôle est limité à l'autorisation d'essais ou de mise sur le marché de produits OGM, il n'est pas compétent pour surveiller les risques de dissémination des cultures ou pour réclamer des études sanitaires et environnementales aux firmes biotech.

Il est regrettable que sur un sujet aussi passionnel, mêlant les peurs irrationnelles au scepticisme quant à l'évaluation des risques, une loi fondatrice sur les biotechnologies n'ait pas vu le jour. Outre l'encadrement éthique et économique du développement des OGM, il est urgent d'organiser celui de la recherche tant publique que privée dans ce domaine : alors que l'Europe et la France (particulièrement dans le domaine biomédical) disposent d'atouts sérieux, leurs positions respectives dans les dépôts de brevets en biotechnologies tendent à s'éroder. Or la maîtrise de cet enjeu stratégique de l'économie de la connaissance est aussi un gage d'indépendance sur la scène internationale.

Olivier Le Lamer
Secrétaire fédéral au
Développement Durable, à
l'Environnement et à la
Recherche

Manifestation contre le projet de loi OGM

**Samedi 8 avril 2006
à Vannes**

**Un rassemblement se tiendra à la Rabine à partir de 12h30
suivi d'une manifestation à 14h00**

ANNIVERSAIRE

Yvonne Kergrohen - Sarzeau 72 ans de militantisme au Parti socialiste

Ce 31 mars 2006 restera dans toutes les mémoires des 60 participants réunis par la section de Sarzeau pour fêter le 70^{ème} anniversaire du Front Populaire et le 72^{ème} anniversaire de l'adhésion de notre camarade Yvonne Kergrohen au Parti Socialiste (SFIO).

60 personnes se sont réunies à Saint-Armel aurout d'Yvonne, en présence d'Odette Herviaux, Bernard Poignant, Gwendal Rouillard et de tous les membres de la section.

Accueillis par Guy Toureaux, secrétaire de la section de Sarzeau, les invités ont découvert la vie d'Yvonne retracée dans un magnifique film réalisé par Jean-Claude Meigney. Ce court-métrage retraçait en parallèle les grands événements du Parti socialiste depuis Jaurès et la vie d'Yvonne depuis son adhésion en 1934 à travers des photos de jeunesse, de famille, de sa formation à l'école normale à Laval...

Odette Herviaux, émue par ce parcours de vie, aborda dans son discours le combat des Femmes, la longue marche initiée par le Front Populaire, qui devait aboutir au droit et à la parité reconnue aujourd'hui.

Autre grand "témoin" de l'Histoire, Bernard Poignant, ne parla pas (pour une fois) d'Europe, qu'il contribue si fort à consolider au Parlement de

Strasbourg, mais du Front Populaire. Il a rappelé l'environnement international de l'époque avec l'arrivée d'Hitler et Mussolini aux frontières, Franco engageant la guerre civile en Espagne... Dictatures que certains en France appelaient de leurs vœux...

Ce fut un mouvement populaire qui brisa ce danger par l'alliance de la SFIO, du Parti Communiste et du parti Radical.

Il rappela aussi bien sûr les acquis sociaux du gouvernement de Leon Blum, toujours remis en cause lorsque la droite est au pouvoir !

Ne le voit-on pas aujourd'hui avec le CPE ?

Yvonne, très émue, a reçu cadeaux sur cadeaux : de François Hollande (la médaille du centenaire du PS), de Bernard Poignant, une très belle photo montrant Leon Blum en Bretagne après son retour de captivité ; de la Fédération et de la section des livres et 36 roses, (1936 étant l'année de son arrivée dans le Morbihan).

Enfin, ce furent à l'écran (film également de Jean-Claude) que François Hollande, Martine Aubry, Dominique Strauss-Kahn, Henri Weber, Elisabeth Guigou, Bruno Le Roux, Daniel Vaillant et bien d'autres - à la sortie du Bureau national - ont souhaité à Yvonne un bel anniversaire, et qu'elle accompagne encore longtemps le combat des socialistes.



Yvonne entourée de Odette Herviaux, Bernard Poignant, Gwendal Rouillard, des membres de sa famille et de la section de Sarzeau

MJS Mouvement des Jeunes socialistes du Morbihan

Lettre ouverte à M. le Ministre délégué à l'Enseignement Supérieur et à la Recherche

La journée d'action du samedi 18 mars a rassemblé près d'un million et demi de personnes dans la rue et 15000 dans le Morbihan. Face à cette mobilisation toujours grandissante contre le Contrat Première Embauche, vous vous contentez d'accuser la jeunesse d'être manipulée. Vous leur refusez le droit d'exprimer leur opinion, vous refusez qu'elle existe et s'exprime. Vous affirmez même que "c'est une question d'écart culturel" en évoquant les IUT qui seraient moins mobilisés. Mais regardez dans le Morbihan : les étudiants de l'IUT de Lorient ont été les premiers à se mobiliser contre votre contrat, refusant l'avenir précaire que vous leur proposez ! Quand enfin, vous décidez le dialogue, seul le patronat siège à votre table !

C'est un avenir sombre de précarité dans une société où les générations sont mises en concurrence que vous nous imposez. Nous ne voulons pas être licenciés n'importe quand, sans justification ni protections conformes au droit du travail, nous ne voulons pas être les cobayes de l'"expérimentation" politicienne de

votre gouvernement. Les jeunes issus des formations qualifiantes que propose la Bretagne ne veulent pas de cette situation précaire. Les textes européens du droit du travail ainsi que ceux de l'Organisation Internationale du Travail existent ! Un licenciement sans motif n'est pas acceptable !

"Le CPE, c'est mieux que le chômage", dites-vous. Quel aveu d'impuissance ! Pour nous, jeunes militants de gauche, la solution n'est pas la diminution des contraintes pour les employeurs. Proposez-nous autre chose qu'un sous-contrat sans protection.

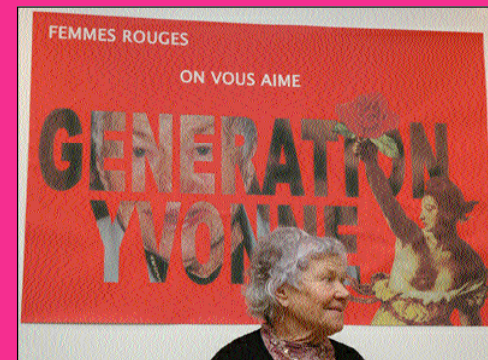
Le contrat à durée indéterminée est et doit rester la base du recrutement de tous les salariés français, jeunes et moins jeunes. L'Etat, et vous-même en qualité de ministre délégué à l'enseignement supérieur et à la recherche, avez la responsabilité de construire un avenir permettant aux jeunes de s'émanciper. Les alternatives existent. Elles passent notamment par l'éducation et la cohérence entre offre de formations et stratégie économique ainsi que par l'accès pour tous à la formation.

L'Etat doit réinvestir le champ économique en développant la recherche française et européenne dans le cadre d'une politique industrielle concertée et ambitieuse. C'est ce que nous attendons du gouvernement.

Il est inadmissible que les jeunes arrivent sur le marché du travail avec un avenir plus sombre que leurs aînés. Nous ne vous laisserons pas sans lutter organiser ainsi le déclin de notre pays et de sa cohésion. C'est pourquoi nous vous demandons, Monsieur le Ministre Délégué, de retirer le CPE. Nous vous demandons de proposer une politique éducative participant à la réduction du chômage des jeunes sur le moyen et long terme sur de meilleures bases. Il en va de votre responsabilité. Nous lutterons contre le déclin de notre pays et serons vigilants dans les jours à venir.

Gwennan Melscoët - Responsable départementale des Jeunes Socialistes, Angélique Dubois - Responsable départementale des Jeunes Verts, Martial Le Boulh - Responsable départemental des Jeunes Communistes.

La vie d'Yvonne Kergrohen



Yvonne Kergrohen (née Babin) a vu le jour en 1917 dans la Vienne. Ses parents, instituteurs près de Châtelleraut, l'ont inscrite en 1934 aux Jeunesses socialistes. Cette même année elle entrait à l'école normale de Laval, pendant que sa sœur intégrait celle de Poitiers. La famille Babin a compté jusqu'à 37 enseignants. Sa vie professionnelle et familiale (mariée, 4 enfants) a commencé dans la Mayenne dans les classes enfantines.

Dans les années 60, la famille s'installe à Vannes, et Yvonne devient directrice d'une école maternelle 2 ans plus tard, école qu'elle dirigera jusqu'à sa retraite. Chevalière des palmes académiques en 1967, elle obtient l'honorariat à son départ en retraite. Ayant construit à Sarzeau, elle s'y installe en 1978, au départ en retraite de son mari.

Elle a depuis 1934, toujours adhéré à la SFIO et au PS. Sa fille se souvient de son militantisme, de ses participations même parfois seule aux réunions le soir, aux manifestations sur Vannes, de son discours sur la nécessité de voter, et pour les femmes de travailler afin de gagner cette liberté qui a été un de ses chevaux de bataille.

Après un moment long et difficile suite au décès de son mari, elle a retrouvé un goût de vivre qui l'a conduite à renouer avec la section de Sarzeau. A 89 ans, elle soigne son apparence, participe à des séances de gym, n'hésite pas à se baigner même tard dans la saison, fait son bridge chaque semaine. Elle suit l'actualité et les débats politiques et se dit beaucoup plus agressive surtout envers certains. Au sein de la section, elle est très présente et sa liberté de pensée est doublée par sa clairvoyance.

Café politique du MJS

Quelle éducation pour demain ?

Mercredi 12 avril à 20h
au Bag Noz à Vannes
rue Maréchal Leclerc
(Quartier Saint-Patern)

avec la participation de Claude Keryhuel, secrétaire régional UNSA-éducation et d'un représentant syndical étudiant

Thèmes abordés :

- Les difficultés financières des jeunes,
- La formation initiale et le chômage des jeunes,
- L'orientation...

Agenda

Premier secrétaire fédéral

Jeudi 6 avril - Lorient

Accueil des nouveaux adhérents de la section

Samedi 8 avril - Rennes

Etats généraux du Projet 2007

Lundi 10 avril - Séné

Réunion avec la section

Mardi 11 avril - Lorient

Conférence développement durable

Actualité

Vive la VI^{ème} !

L'échec du CPE illustre bien, après plusieurs d'autres, une atmosphère de fin de règne pour Chirac et pour sa majorité toute entière. Ce ne sont pas les tergiversations et les coups de menton qui vont y changer quelque chose. Comment expliquer qu'un Président élu il y a quatre ans avec 82 % des voix se retrouve maintenant avec 20 %, sinon par son incapacité à répondre aux graves questions que se posent ses administrés ? Comment expliquer qu'une majorité qui possède tous les leviers du pays au moment de son élection se retrouve maintenant largement minoritaire sinon par son obstination à favoriser les classes les plus nanties de notre population ? C'est donc bien à une fin de règne à laquelle on assiste et il est temps de tourner la page de la 5^{ème} République pour passer à l'étape suivante et pour redonner à la population le pouvoir et les élu(e)s qu'elle mérite. Une bonne partie de la classe politique et des ses dirigeants n'est plus en phase avec le pays et les décisions prises par quelques membres de cabinet ou par quelques officines bien pensantes ne sont plus, si elles ne les ont jamais été, du goût des Français. Si le chef de l'Etat et le gouvernement étaient les démocrates qu'ils affirment, ils procéderaient, d'ores et déjà, à la dissolution de l'Assemblée Nationale plutôt que de faire vivre au pays les épreuves qu'il traverse actuellement. Seulement voilà, la démocratie c'est pour les autres et les tenants de la majorité s'accrochent à leur os avec l'espoir d'un hypothétique changement de l'opinion. Quand rien ne va plus, la meilleure décision est de faire appel au peuple, c'est cela la véritable démocratie.

Bon nombre des dirigeants de la majorité vitupèrent face à l'impossibilité de réformer notre pays et sur l'incapacité des Français d'accepter toute remise en cause des avantages acquis. Nous pouvons répondre à ces dirigeants à courte vue que ce n'est pas la réforme qui effraie nos concitoyens mais c'est l'injustice. La réforme qui consiste à favoriser les plus nantis au détriment de tous les autres ne passera jamais. Pour bien réformer il faut que personne ne se sente lésé. C'est à ce prix que l'on peut réformer sans casse.

Le Cormoran

RENCONTRE INTERNATIONALE

Elias Sanbar - Ambassadeur de la Palestine Les Chemins de la Paix au Proche-Orient

La Fédération accueillait, samedi 1er avril, en partenariat avec la Fondation Jean Jaurès, l'écrivain Elias Sanbar, par ailleurs délégué de la Palestine à l'UNESCO et spécialiste des questions israélo-palestiniennes. Après la projection du film "Intervention divine", d'Elia Suleiman, un échange s'est engagé avec la salle pour évoquer les récentes élections en Palestine et Israël, et les perspectives d'avenir pour les deux peuples.

Le propos d'Elias Sanbar a débuté par un retour sur le film "Intervention divine". Ce film, qui a reçu en 2002 de nombreux prix à Cannes et ailleurs, fut très bien accueilli par la critique. Il reste un des rares films de fiction palestinien... "La réalité du quotidien des Palestiniens - sous occupation - impliquait, jusqu'à très récemment, de ne réaliser que des documentaires ultra-réalistes, le roman-fiction étant considéré comme un luxe, voire trahissant la cause." a expliqué Elias Sanbar. Ce film révèle l'humour à la Palestinienne : beaucoup d'autodérision, en décalage

avec la réalité vécue, l'accumulation de situations absurdes, à travers une mise en scène qui n'est pas sans rappeler le comique de Tati ou encore de Buster Keaton... Un film fort aussi, qui, à travers la symbolique et les métaphores, permet de prendre conscience des drames qui se jouent en Palestine.

La suite de l'intervention d'Elias Sanbar a porté sur l'avenir, de la Palestine en particulier, puisque l'arrivée au pouvoir du Hamas a fait naître de nombreuses interrogations pour le peuple palestinien,

pour le peuple israélien et pour la communauté internationale. De la passation de pouvoir qui vient d'avoir lieu en Palestine se dégagent des incertitudes et plusieurs

programmes scolaires) sont également annoncées par le nouveau gouvernement ; celles-ci risquent d'être bloquées car il faut garder à l'esprit que la Palestine est profondément pluraliste, et ce depuis très longtemps.

Enfin, une autre grande inconnue : la nouvelle relation qui va s'engager avec Israël, suite aux dernières élections législatives et aux changements politiques des deux côtés. Selon Elias Sanbar, "cette situation satisfait les autorités israéliennes puisque le Hamas sert d'alibi pour ne pas négocier".

Or, aujourd'hui Jérusalem est totalement annexée, et Israël vient encore d'accaparer 4% de la Cisjordanie (vallée du Jourdain...), une bonne partie du mur est achevée et toutes les politiques visent à expulser les Palestiniens en douceur... Tout cela se fait sans accord ni aucune discussion avec les représentants palestiniens. Mais la solution se trouve nécessairement dans la négociation... et dépend en grande partie du travail engagé entre Washington et Tel-Aviv.



Alain Chenal - Fondation Jean Jaurès, Elias Sanbar et Gwendal Rouillard lors de la conférence-débat qui a suivi la projection du film "Intervention divine".

paradoxes : la double légitimité démocratique avec Mahmoud Abbas (Fatah) et Ismaïl Hanieh (Hamas) ; le Hamas représente le gouvernement de l'Autorité palestinienne issue des accords d'Oslo (dénoncé par lui depuis toujours) ; le Hamas commence à interdire les manifestations armées après des années de luttes ; le Hamas ne veut plus travailler avec les mêmes collaborateurs ministériels sans avoir préparé la relève. D'autre part, de nombreuses réformes sociales, culturelles, éducatives (réforme des

Rencontre Utopia

Jean-Luc Martin vous invite à une rencontre Utopia le:

Vendredi 21 avril 2006

à 20h30 à Tregunc (au Foyer des Anciens - rte de Melgven)

Conférence-débat avec **Franck Pupunat** - membre du Conseil national du PS et animateur national du projet Utopia et **Jacques Normand** - élus PS à Plouigneau et représentant d'Utopia pour le Finistère.

Pour en finir avec le dogme de la croissance, le dogme de la consommation et le dogme de la sacralisation de la valeur travail...

Abonnez-vous au Rappel du Morbihan !

Coupon à renvoyer à la Fédération du Parti socialiste - 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient

Nom : Prénom :

Adresse : Abonnement pour 1 an : 20 €

Le Rappel du Morbihan

Propriété de la Fédération du Parti Socialiste du Morbihan



Directeur de la publication : Gwendal Rouillard ■ Directeur délégué : Jean Kerguelen ■ Rédacteur en chef : Tugdual Gauter ■ Rédaction, composition : 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient ■ Tél. : 02 97 84 84 55 ■ Télécopie : 02 97 84 82 14 ■ Courriel : lerappel@morbihan.wanadoo.fr ■ ISSN : 0996-1623 ■ N° CPPAP : 0610 P11474 ■ Impression : IBB - Espace Beaufort - BP 15 - 56701 Hennebont cedex ■

Rejoignez le Parti Socialiste

Nom : Prénom :

Adresse :

Téléphone : Courriel :

Je souhaite être invité aux réunions du Parti socialiste
 Je souhaite adhérer au Parti Socialiste

Parti Socialiste - 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient • Tél. : 02 97 84 84 55

Télécopie : 02 97 84 82 14 • Courriel : fede56@parti-socialiste.fr